



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520, Allées Henri II de Montmorency
CS 69 007
34 064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° 2016-04-203

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement – Carrières
Société FARRUSSENG
Commune de BEAULIEU

Le Préfet de l'Hérault
Officier de l'Ordre National du Mérite
Officier de la Légion d'Honneur

- Vu le livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) – Titre I^{er} (Installations classées pour la protection de l'environnement) du Code de l'environnement ;
- Vu le Code minier ;
- Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 1983 autorisant la société d'exploitation des carrières FARRUSSENG à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de BEAULIEU au lieu-dit « Régagnat » ;
- Vu la lettre du 24 juillet 2013 de la DREAL demandant à l'exploitant de faire parvenir le document établissant le renouvellement des garanties financières ;
- Vu la lettre du 12 août 2014 de la DREAL demandant à l'exploitant ces observations sur un projet d'arrêté de mise en demeure concernant le document établissant le renouvellement des garanties financières ;
- Vu la lettre du 5 février 2015 de la DREAL demandant à l'exploitant ces observations sur un projet d'arrêté de mise en demeure concernant le dépôt d'un dossier de renouvellement d'autorisation d'exploiter ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées ;
- l'exploitant entendu ;

considérant que l'autorisation d'exploiter accordée par l'arrêté préfectoral susvisé est échue depuis le 24 août 2013 ;

considérant que l'exploitant n'a pas déposé de demande de renouvellement de l'autorisation conformément à l'article R 512-36-II du code de l'environnement, ni de dossier de cessation d'activité conformément aux articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du même code ;

considérant que l'article 24.2.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, précité, rend applicable certaines de ses dispositions, à compter du 1^{er} janvier 1999, aux carrières dont l'arrêté d'autorisation a été publié avant le 1^{er} janvier 1993 ;

considérant que ces éléments permettent de s'assurer de la réalisation des opérations de remise en état telle que prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation précité et notamment le plan prévu à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 précité ;

considérant que l'exploitant n'a pas déposé de demande de renouvellement d'exploiter.

sur proposition du secrétaire général de la préfecture;

ARRETE :

Article 1^{er}

Le gérant de la société FARRUSSENG dont le siège social est Avenue de St Génies, « Plan des carrières » 34160 BEAULIEU est mis en demeure de régulariser sa situation :

- soit en déposant en préfecture un dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter concernant sa carrière sur la commune de Beaulieu,
- soit en adressant à la préfecture un dossier de cessation d'activité indiquant l'ensemble des éléments mis en œuvre pour la remise en état de sa carrière conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2

Les éléments demandés à l'article 1 ci-dessus devront parvenir à la préfecture dans un délai maximal de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3

Passé le délai fixé ci-dessus les sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 4

Une copie du présent arrêté, notifiée à l'exploitant par la voie administrative, sera adressée :

- au maire de BEAULIEU
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement

Article 5

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

Article 6:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Languedoc Roussillon-Midi-Pyrénées,

Monsieur le Maire de BEAULIEU,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 MARS 2016

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Olivier JACOB